

Madagascar- La guerre des zébus - Enquête

Le Monde – Sébastien Hervieu, envoyé spécial à Ankazoabo - 19/05/16



A l'arrivée à pied de la cinquantaine de militaires, ce jour de septembre 2015, Rebaly n'a pas fui, contrairement aux autres hommes du village d'Ampasy. « *Pourquoi courir ? Je ne suis pas un voleur de zébus, l'armée est là pour nous protéger, il faut les aider* », a dit ce père de sept enfants à sa mère qui le suppliait de partir. A ses côtés, la sœur de Rebaly assistait à la scène. Larmes aux yeux, elle se souvient : « *Le chef de l'unité lui a demandé son nom, l'a fait s'accroupir avec son neveu devant une maison, et sans explication, trois militaires, dont le chef, ont tiré et les ont abattus.* » Les impacts de cinq balles, au niveau des cuisses, de la poitrine et de la tête, sont visibles sur le mur.

Les hommes en uniforme et béret rouge ne s'en sont pas tenus là. Ils ont décidé d'emmener une vingtaine de femmes et d'enfants dans la petite ville d'Ankazoabo, située à quatre heures de piste en 4 x 4 de Sakaraha, dans le sud de Madagascar. La sœur de Rebaly faisait partie du groupe. « *Avec des branches d'arbres, des militaires frappaient par-derrière des femmes qui portaient leur enfant sur le dos* », raconte-t-elle. En chemin, le cortège a croisé cinq jeunes hommes de retour d'une cérémonie de circoncision. « *Les soldats nous ont dit de presser le pas, mais en me retournant, j'ai bien vu qu'ils ont tué l'un d'entre eux, assure-t-elle. Il y avait une flaque de sang sur la piste quand nous sommes rentrés au village dans la soirée.* »

Dans cet endroit isolé, 150 militaires avaient été déployés entre août et décembre 2015 pour lutter contre les vols de zébus. Ce qui fut longtemps un rite de passage à l'âge adulte – le jeune homme vole symboliquement un zébu pour prouver son courage – est devenu une activité criminelle de grande ampleur ces dernières années, entraînant des affrontements sanglants. Madagascar, premier producteur mondial de viande de ces bovidés, compte entre 15 et 16 millions de zébus d'élevage.

Exécutions sommaires

Les 1 300 soldats de l'opération « Fahalemana » (« Rétablir l'ordre »), déployés dans onze des vingt-deux régions du pays, devaient ramener le calme dans la campagne malgache. Mais cette mission a été entachée de bavures. L'enquête du *Monde* menée dans le district d'Ankazoabo-Sud a permis de documenter plusieurs cas d'exécutions sommaires parmi la population civile.

Comme celui de Rebozake : en septembre 2015, cet homme est arrêté à Ankazoabo, avec d'autres compagnons armés, de retour d'une poursuite contre des *dahalos* (voleurs de zébus). Ils sont relâchés, mais les soldats leur demandent de revenir le lendemain au camp militaire, situé en centre-ville, pour montrer les papiers des armes.

« C'était un lundi matin, nous sommes revenus avec les papiers en règle, mais ils ont gardé Rebozake, ainsi que ses deux fusils, son téléphone et 380 000 ariary [105 euros], sans nous donner aucune explication », se souvient un témoin (qui a refusé la publication de son nom, comme toutes les autres personnes interrogées, par crainte de représailles).

Le mercredi, on leur dit que Rebozake a été transféré. « Puis, plus de nouvelles : les militaires nous ont assuré qu'ils ne savaient pas où il se trouvait, raconte l'un de ses frères. Ce n'est que le vendredi que j'ai entendu parler d'un corps retrouvé au bord de la route, à la sortie de la ville. » Assis sur un tapis, dans l'unique pièce de sa maison en terre séchée du village d'Andria-Be, l'homme marque une pause. « Au pied d'un arbre, j'ai trouvé mon frère. Un chien avait mangé presque toute la peau et il n'avait plus de tête, je n'ai pu l'identifier que par une cicatrice sur sa jambe et son pantalon et tee-shirt. » Sur un bout de papier, il dessine un squelette amputé.

« J'ai retrouvé l'impact de balles dans l'écorce de l'arbre, précise le frère de Rebozake. Les autorités locales m'ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire, et j'ai peur de porter plainte, les militaires pourraient venir me chercher... » Ce vieil homme ne comprend pas : « Mon frère était quelqu'un de bien, qui habitait en ville, il avait 64 ans, vous croyez vraiment qu'il pouvait être un dahalo ? » D'après une source sécuritaire locale, « Rebozake a été tué, car il refusait de donner de l'argent aux militaires ».

« L'œuvre d'éléments incontrôlés »

Deux autres civils, dont un mineur de 17 ans, ont été abattus à cette période-là dans un autre village de la région, à Ankilivalokely, selon deux sources chez les autorités locales. « Il y a eu d'autres exécutions sommaires de civils dans le pays, entre vingt et trente depuis novembre, mais il est très difficile d'avoir un bilan précis en raison de l'isolement des villages », reconnaît Andrianirainy Rasamoely, président de la Confédération nationale des plates-formes en droits humains de Madagascar. Dans la capitale, Antananarivo, un haut gradé de la gendarmerie confirme : « J'ai comptabilisé sept autres cas en dehors d'Ankazoabo-Sud, mais il y en a sans doute eu d'autres. »

Fin février, Amnesty International dénonçait ces exécutions extrajudiciaires dans son rapport annuel. « On m'a parlé de ces bavures, mais je ne suis pas sur le terrain, je ne sais pas vraiment ce qui s'est passé, se défend le général Dominique Rakotozafy, ex-ministre de la défense. C'est l'œuvre d'éléments incontrôlés, ce n'est pas quelque chose qui est organisé. » Il ajoute : « Le dossier a été transmis à la justice, laissons-la faire son travail, et nous verrons s'il y a des sanctions qui sont prises. »

« Les autorités promettent des enquêtes, mais dans les faits, rien ne se passe, comme lors des précédentes opérations militaires en 2012 et 2014 », critique Andrianirainy Rasamoely. A Ankazoabo, l'impunité demeure. « Il n'y a pas eu de sanctions, car aucune enquête n'a encore été ouverte : les parties civiles ont peur de venir porter plainte », explique une source judiciaire locale.

Les exécutions sommaires ne sont pas les seules bavures. *Le Monde* a pu visiter fin 2015 deux villages incendiés par les militaires. Celui d'Ampasy, détruit à 80 % le 26 septembre, deux semaines après l'exécution de Rebalay. Le même jour, à proximité, une centaine de maisons à Ampisoaha sont également parties en fumée. Selon l'armée, un de ses hélicoptères avait été touché la veille par des tirs de dahalos alors qu'il survolait le village. « Les militaires sont arrivés le lendemain vers 5 heures du matin, ils ont commencé à brûler les maisons, ils nous ont dit que c'était pour rétablir l'ordre, qu'il en était ainsi de la loi, raconte une habitante aux deux nattes attachées au-dessus de la nuque. Derrière elle, seuls quelques pans de murs sont encore debout. Je suis partie me cacher, mais je les ai vus partir avec des poulets sous le bras, nos provisions, nos vêtements, nos bijoux, de la vaisselle ; ils profitent que nous soyons des gens de la brousse sans éducation... » Sans logement ni réserves de nourriture, tétanisés par la peur, c'est près d'un millier d'habitants qui ont dû partir vivre dans la forêt.

« J'ai anéanti le village, car c'était important de montrer aux habitants qu'ils ne pouvaient pas héberger de dahalo, j'ai fait ensuite un compte rendu à mes supérieurs à Antananarivo, et ils m'ont dit que c'était OK », se justifie le colonel Jocelyn Rakotoson, commandant des troupes à Ankazoabo. Interrogé dans la capitale, le général Béni Xavier Rasolofonirina, chef d'état-major de l'armée malgache devenu ministre de la défense en avril, a brusquement interrompu l'entretien à la vue des photos et vidéos des villages incendiés.

« Pour une kalachnikov, c'est dix zébus »

Face à la guérilla menée par des voleurs de zébus de mieux en mieux armés, les soldats manquent de moyens sur des terrains qu'ils ne connaissent pas. Le 26 août 2015, huit d'entre eux ont été tués près d'Ankazoabo dans une embuscade tendue par les dahalos. Un traumatisme pour l'armée malgache. Le souci de revanche a alimenté les dérapages. « Les chefs d'opérations reçoivent aussi des fausses lettres de dénonciation de locaux qui

instrumentalisent les militaires pour régler leurs comptes avec des voisins. Il y a des rivalités entre ethnies ici », ajoute un observateur.

Dans le district d'Ankazoabo-Sud, les vols de zébus ont diminué depuis le début de l'année grâce à la mise en place dans les villages d'un *dina*, une convention collective traditionnelle qui favorise le règlement des litiges à l'amiable. Mais c'est avant tout l'extrême pauvreté et la corruption qui nourrissent le trafic de bœufs volés qui représente un tiers de la consommation nationale, selon le ministère de l'élevage. « *Un jour, un ami m'a invité à participer à une attaque. J'ai dit oui car je n'ai pas de travail, pas d'argent, je n'ai jamais été à l'école* », raconte un jeune de 20 ans, à Ankazoabo. Lors des cinq attaques auxquelles il a pris part, le groupe de vingt à trente dahalos a volé à chaque fois de 50 à 300 zébus.

« *Je suis payé en zébus, j'en reçois 6, mais je dois en redonner 1 au bailleur qui me loue un fusil de chasse, et pour une kalachnikov, c'est dix zébus !* » Il vend chaque zébu 150 000 ariary (41 euros). Au marché local, la bête est revendue le double. « *Deux fois aussi, j'ai vendu des bœufs au député du coin, 20 bêtes en tout, il achète des zébus volés, c'est vrai* », assure le jeune homme. « *C'est totalement faux !*, rétorque le député en question, Mara Niarisy. *C'est un complot politique contre moi.* » A la suite d'une perquisition de la gendarmerie dans la ferme de l'élu en septembre 2015, des éleveurs avaient pourtant retrouvé des dizaines de zébus qui leur avaient été volés.

« *L'affaire de ce député, c'est peu de chose à côté des gens haut placés à Antananarivo qui organisent le trafic en blanchissant le vol de zébus à tous les niveaux*, estime un capitaine de la gendarmerie longtemps en poste le long de la nationale 7 qui traverse la région. *Entre 2010 et 2013, des responsables dans cinq ministères m'ont régulièrement appelé, ils me disaient de laisser passer tel ou tel camion vers la capitale, où le zébu volé est revendu huit fois plus cher.* » Pour le militaire, « *tant que rien ne sera fait contre cette corruption à col blanc, les attaques continueront dans les campagnes* ».

Sébastien Hervieu

Source :

http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/19/madagascar-la-guerre-des-zebus_4922260_3212.html

Edition abonnés